

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

1 7 ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission des affaires étrangères

– Table ronde, ouverte à la presse, sur les derniers développements et les perspectives d'évolution de la situation en Iran suite à l'opération américano-israélienne déclenchée le 28 février 2026, avec la participation de Mme Grace Wermenbol, chercheuse invitée au German Marshall Fund et au Centre d'études stratégiques de La Haye, Mme Mariam Pirzadeh, journaliste à France 24, autrice du documentaire Iran, la révolte massacrée, et M. Farid Vahid, chercheur en relations internationales, codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la Fondation Jean Jaurès2

– Informations relatives à la commission2

Mercredi

1^{er} avril 2026

Séance de 11 heures

Compte rendu n° 51

SESSION ORDINAIRE 2025-2026

Présidence
de M. Alain David,
Vice-Président



La commission procède à une table ronde, ouverte à la presse, sur les derniers développements et les perspectives d'évolution de la situation en Iran suite à l'opération américano-israélienne déclenchée le 28 février 2026.

La séance est ouverte à 11 h 00.

Présidence de M. Alain David, vice-président.

M. Alain David, président. Chers collègues, dans le prolongement de l'audition du ministre de l'Europe et des affaires étrangères et de la table ronde de la semaine dernière, nous allons recueillir ce matin plusieurs regards complémentaires sur les derniers développements et les perspectives d'évolution de la situation en Iran depuis l'opération américano-israélienne déclenchée le 28 février 2026. Mais permettez-moi d'abord de présenter nos invités.

Madame Grace Wermenbol, vous êtes chercheuse invitée au German Marshall Fund et au Centre d'études stratégiques de La Haye. Vous avez précédemment occupé le poste de spécialiste du Moyen-Orient au Département d'État américain, après avoir été directrice chargée du Moyen-Orient au Bureau du directeur du renseignement national. Vous avez bien voulu venir à Paris pour participer à nos échanges, ce dont nous vous remercions, et votre voix nous permettra de mieux comprendre les objectifs américains de l'opération « Fureur épique ».

Madame Mariam Pirzadeh, vous êtes journaliste à France 24, autrice du documentaire *Iran, la révolte massacrée*. D'origine iranienne et passionnée par le Moyen-Orient, vous avez été correspondante à Téhéran pour de nombreux médias français. Votre expérience sur le terrain vous a permis d'acquérir une connaissance approfondie du pays et de ses enjeux politiques, sociaux et culturels. Vous êtes une journaliste de référence et je ne doute pas que votre éclairage nous apportera une meilleure compréhension de la situation actuelle en Iran.

Monsieur Farid Vahid, vous êtes chercheur en relations internationales et codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la Fondation Jean-Jaurès. Franco-iranien, diplômé de l'université de Téhéran en génie électrique et de Sciences Po Lyon en relations internationales, vous avez récemment signé une tribune intitulée « *La République islamique d'Iran entre dans sa phase finale* » dans le quotidien *Le Monde*. Vous nous apporterez, à n'en pas douter, un regard expert et utile.

Avant de vous laisser la parole, je souhaite poser brièvement les enjeux de notre discussion.

Les événements auxquels nous assistons depuis plusieurs semaines constituent sans doute l'une des séquences les plus critiques pour la République islamique d'Iran depuis la fin de la guerre Iran-Irak. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, des frappes systématiques et assumées visent simultanément les infrastructures militaires, industrielles et stratégiques de l'Iran, avec un objectif déclaré qui dépasse la seule dégradation de capacités spécifiques : il s'agit, selon les termes employés par les autorités de la coalition, d'affaiblir durablement le régime, et même de créer les conditions d'un changement politique.

Cette évolution appelle plusieurs niveaux d'analyse.

Le premier concerne l'impact direct des opérations militaires sur les capacités de nuisance de l'État iranien. S'il semble acquis que certaines infrastructures stratégiques ont été sérieusement affectées, la question centrale est désormais de savoir dans quelle mesure ces frappes altèrent durablement les capacités militaires et nucléaires de l'Iran ou si elles ne produisent qu'un effet de ralentissement temporaire. En d'autres termes, dans quelle mesure le régime est-il capable de préserver sur la durée sa capacité de riposte, de maintenir la cohésion de ses forces et d'éviter une dégradation de ses moyens de projection ? De ce point de vue, les dernières annonces relatives à un déploiement de forces terrestres américaines dans la région semblent révélatrices d'une résilience inattendue de la part des forces du régime iranien.

Le deuxième niveau d'analyse concerne les effets de cette campagne sur les infrastructures civiles et économiques du pays. Réseaux énergétiques, installations industrielles, axes logistiques ou structures de communication peuvent ainsi être indirectement affectés, avec des répercussions importantes pour l'économie nationale et pour la vie quotidienne de la population. Or la société iranienne traverse déjà, depuis plusieurs années, une phase de forte fragilisation économique et sociale liée aux sanctions internationales. Dès lors, il est permis de se demander si ces pressions cumulées sont à même de provoquer un affaiblissement politique du régime, ou bien si elles risquent, au contraire, de renforcer des réflexes de mobilisation nationale autour du pouvoir en place.

C'est ici que se situe le troisième enjeu, sans doute le plus complexe : celui des perspectives politiques. Le scénario d'un changement de régime demeure aujourd'hui sujet à caution. D'une part, la République islamique a démontré par le passé une réelle capacité de résilience face aux crises internes et aux pressions extérieures : l'appareil sécuritaire, en particulier, reste dense, structuré et profondément enraciné. La répression actuellement rapportée dans plusieurs villes témoigne de la volonté des autorités de prévenir toute dynamique insurrectionnelle. D'autre part, l'opposition iranienne reste profondément fragmentée, ce qui limite actuellement la possibilité d'une alternative politique crédible et unifiée. En outre, dans un contexte de bombardements quotidiens et de préoccupations immédiates liées à la sécurité et à la survie économique, il n'est pas certain que la société iranienne dispose aujourd'hui des conditions nécessaires pour se mobiliser massivement autour d'un projet de transformation politique.

Dans un contexte où l'incertitude demeure élevée et où les informations disponibles sont souvent fragmentaires, nous vous sommes reconnaissants de contribuer à éclairer les enjeux d'une crise qui, au-delà du cas iranien, pourrait avoir des répercussions profondes sur l'équilibre stratégique de l'ensemble du Moyen-Orient. Aussi, je vous laisse sans plus attendre la parole, avant que les membres de la commission vous interrogent.

Mme Grace Wermenbol, chercheuse invitée au German Marshall Fund et au Centre d'études stratégiques de La Haye. Mesdames et messieurs les députés, je vous remercie sincèrement de m'avoir accordé l'honneur de m'exprimer devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur un sujet d'une gravité exceptionnelle pour la sécurité internationale.

J'interviens devant vous à double titre, en tant que chercheuse spécialisée dans le Moyen-Orient, et en tant qu'ancienne haut-fonctionnaire au sein du gouvernement des États-Unis. Aussi je souhaite vous apporter à la fois ma perspective analytique d'universitaire, mon expérience concrète des processus décisionnels américains en matière de politique étrangère et ma compréhension des intérêts de sécurité nationale de Washington dans cette région.

Depuis le déclenchement, le 28 février 2026, des frappes conjointes américano-israéliennes contre l’Iran, le Moyen-Orient est entré dans une phase de conflit sans précédent au cours des dernières décennies. À ce jour, cette guerre a impliqué au moins vingt États, entraîné la fermeture du détroit d’Ormuz – provoquant ce que l’Agence internationale de l’énergie qualifie de crise de sécurité énergétique mondiale la plus grave jamais connue – et causé la mort de milliers de civils.

J’aimerais aborder trois questions, qui me semblent liées entre elles : d’abord, la coordination opérationnelle entre Israël et les États-Unis, et la situation actuelle du théâtre des opérations, ensuite les deux dynamiques parallèles, l’une diplomatique et l’autre militaire, poursuivies par l’administration américaine, et enfin les possibles scénarios du conflit.

S’agissant tout d’abord de l’alliance militaire entre les États-Unis et Israël, il convient de rappeler que Washington a, par le passé, apporté un soutien en matière de renseignement, un appui diplomatique et une coordination dans des opérations clandestines, y compris dirigées contre l’Iran. Toutefois, le déclenchement de l’offensive du 28 février marque une évolution majeure : pour la première fois, les deux États ont engagé une opération militaire conjointe dès son origine.

Outre les assassinats de hauts dirigeants politiques et militaires, la campagne américano-israélienne a infligé des dommages significatifs aux capacités militaires de l’Iran, y compris sa marine, ses systèmes de défense aérienne, et ses capacités à lancer des missiles et des drones. En dépit de cette étroite coopération militaire, il existe néanmoins d’importantes divergences dans la manière dont Israël et les États-Unis abordent cette guerre et dans les objectifs qu’ils lui assignent.

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, est animé sur le plan idéologique par la volonté de provoquer un changement de régime en Iran, alors que le président Trump l’est quant à lui davantage par la perspective d’une dégradation des capacités militaires iraniennes. Ces buts de guerre distincts se traduisent par des approches militaires différentes, et cette divergence opérationnelle produit des frictions entre les deux pays. Les États-Unis ont critiqué Israël pour avoir ciblé des infrastructures énergétiques iraniennes, et lui ont ordonné de s’abstenir d’éliminer des hauts responsables iraniens, notamment le ministre des affaires étrangères Abbas Araghtchi et le président du parlement Mohammad Ghalibaf, afin de préserver la possibilité d’une médiation avec l’Iran.

Où en sommes-nous aujourd’hui ? Une chose est claire : après un mois de guerre, les capacités militaires de l’Iran sont affaiblies, mais certainement pas anéanties. Parallèlement, les représailles iraniennes ont mis en lumière les limites d’une stratégie exclusivement aérienne face à des méthodes de guerre asymétrique. Il en résulte une impasse stratégique : un Iran affaibli, mais toujours en mesure de causer des destructions significatives à l’échelle régionale et des perturbations économiques à l’échelle mondiale. Pour en sortir, Washington s’est engagé simultanément sur deux voies stratégiques.

La première est la recherche d’un accord avec l’Iran pour mettre fin immédiatement au conflit. La semaine dernière, les Américains ont fait parvenir aux Iraniens un plan en quinze points, auquel ceux-ci ont répondu par une contre-proposition en cinq points. Le président Trump s’est donné plus de temps pour explorer le potentiel d’une médiation en reportant au 6 avril l’ultimatum qu’il avait adressé à l’Iran avant de frapper ses installations énergétiques. Trouver un accord avant cette échéance suppose de franchir un certain nombre d’obstacles significatifs. L’Iran se montre très sceptique quant à l’engagement des États-Unis

dans un processus de médiation, et quant à leurs véritables intentions. En outre, les deux pays ont jusqu'à présent maintenu des exigences maximalistes peu susceptibles d'être acceptées par l'autre partie.

La seconde voie empruntée est celle d'un renforcement de la présence militaire américaine au Moyen-Orient, qui vise à pousser l'Iran à la table des négociations ou, comme l'a dit le secrétaire du Trésor Scott Bessent, à « *escalader pour désescalader* ». Le 24 mars, le Pentagone a ordonné le déploiement dans la région d'environ 2 000 soldats de la 82^e division aéroportée, qui s'ajoutent aux deux unités de Marines à bord de l'*USS Tripoli* et de l'*USS Boxer*. Au total, le nombre de militaires américains au Moyen-Orient est estimé à environ 50 000, soit 10 000 de plus que d'habitude. Cette montée en puissance militaire, la plus importante depuis 2003, s'accompagne d'une réduction des ressources militaires américaines dans d'autres régions critiques, y compris l'Indopacifique et l'Europe. Elle offre aux États-Unis la possibilité d'une escalade supplémentaire qui, si elle devait advenir, ne manquerait pas d'entraîner une réponse proportionnée de l'Iran.

Quatre scénarios d'escalade sont susceptibles d'être suivis, indépendamment ou simultanément. Le premier mouvement consisterait en des frappes ciblant des infrastructures critiques iraniennes, y compris les réseaux électriques, les pipelines, les raffineries et les usines de dessalement.

Le deuxième mouvement serait la saisie ou le blocus de l'île de Kharg. Cette île est un point névralgique pour l'industrie pétrolière iranienne, puisque 90 % des exportations de pétrole passent par cette bande de terre de 25 kilomètres carrés située à environ 500 kilomètres au Nord du détroit d'Ormuz. Les États-Unis ont déjà bombardé plus de quatre-vingts cibles autour de l'île, y compris des systèmes de défense aérienne, une base navale et des installations de stockage de mines, possiblement dans la perspective d'une manœuvre terrestre à venir. Le contrôle militaire de l'île permettrait d'exercer une pression économique supplémentaire sur le régime iranien, afin d'ouvrir le détroit d'Ormuz.

La troisième forme d'escalade consisterait à prendre le contrôle de plusieurs îles stratégiquement positionnées autour du détroit d'Ormuz : Larak, Abou-Moussa, Grande Tunb et Petite Tunb. Toutefois, une telle opération est peu susceptible d'éliminer complètement la menace de tirs iraniens sur les navires traversant le détroit.

Enfin, la quatrième option d'escalade impliquerait un raid militaire visant à sécuriser le matériel nucléaire restant de l'Iran, soit en emportant ce matériel hors d'Iran, soit en envoyant des experts pour le diluer sur place. L'Iran est supposé posséder encore environ 450 kilogrammes d'uranium enrichi à 60 %, dont une grande partie serait située sur le site nucléaire d'Ispahan, et l'autre à Natanz.

J'en viens aux trajectoires qu'il est possible à présent d'envisager. Auparavant, j'aimerais souligner quelles perspectives me semblent les plus improbables à mesure que le temps passe. Je ne crois pas à une décision unilatérale du président Trump de mettre fin au conflit, similaire à celle qui, en juin 2025, a mis un terme à la guerre des douze jours. Une telle option pourrait en effet laisser l'Iran maître du détroit d'Ormuz, ce que les Américains, naturellement, ne souhaitent pas. Je ne crois pas non plus que les États-Unis s'engageront dans une opération terrestre majeure à court terme, parce que le renforcement actuel des troupes ne serait pas suffisant, et que la probabilité de pertes américaines importantes serait forte.

Il reste par conséquent trois scénarios à envisager pour la trajectoire du conflit. Le premier est un accord négocié avec le régime iranien, conditionné à un contrôle extérieur et à un certain nombre de garanties assurant à l'Iran que les États-Unis et Israël ne reprendront pas les opérations militaires. Pour satisfaire les intérêts israéliens à long terme, un tel accord impliquerait probablement une solution concernant l'uranium enrichi aux mains des Iraniens, ainsi que la limitation de la puissance militaro-industrielle du pays.

La deuxième option serait un gel négocié et incomplet qui, en raison de l'incompatibilité des exigences maximalistes des deux parties, entraînerait un report des négociations sur les questions critiques du programme nucléaire de l'Iran et du soutien qu'il apporte à ses proxys régionaux. Un tel scénario accroîtrait le risque de reprise des hostilités à l'avenir.

La troisième éventualité est un gel contraint et temporaire du conflit, consécutif à une dégradation sévère des capacités militaires et de production de l'Iran. Elle conduirait à un retrait militaire limité des Américains, et serait probablement accompagnée d'une pression économique continue sur l'Iran. Israël, de son côté, poursuivrait ses actions militaires visant à affaiblir le régime et à pousser vers son renversement ou vers des concessions majeures.

Du point de vue de la Maison Blanche, le premier scénario, un accord avec l'Iran, serait le plus susceptible d'être perçu comme un succès, tandis que le troisième serait le moins souhaitable et le plus difficile à présenter comme une victoire auprès du peuple américain.

Ces scénarios, qui pourraient tous suivre les mouvements d'escalade que j'ai décrits, reposent sur une hypothèse commune, à savoir que l'administration américaine cherche à obtenir une issue au conflit et que la pression politique et populaire en faveur de la fin des hostilités augmente à mesure que les conséquences économiques de la guerre s'aggravent et que les élections de mi-mandat américaines approchent.

Mme Mariam Pirzadeh, journaliste à France 24. Je remercie la commission des affaires étrangères de m'inviter à parler de ce pays que je connais si bien, dans lequel j'ai grandi et dont j'ai toujours la nationalité, puisque je suis franco-iranienne.

J'aimerais d'abord vous faire entendre une parole de Téhéran, une parole que j'ai recueillie ce matin même, et qui donne le pouls de la ville. C'est la voix d'une personne qui m'est chère, l'une des rares qui parvient à se connecter à internet à l'aide d'un réseau privé virtuel (VPN) extrêmement onéreux. J'ai traduit mot à mot ce que cette journaliste m'a dit ce matin : « *Tant que tu ne la vois pas toi-même, tant que l'un de tes proches n'est pas touché, tu ne te rends pas compte de ce qu'est la guerre. Quand tu vas au cimetière, ce qui a été mon cas il y a une semaine, tu comprends. Tu dors, tu es réveillé par une explosion, la moitié de ton immeuble est détruite et des personnes qui te sont chères sont mortes. C'est très douloureux. Ça n'a rien à voir avec la guerre des douze jours du mois de juin. Nous ne pouvons pas vivre ainsi. Nous sommes coincés entre la répression du régime et la guerre. Je ne sais pas ce que sera l'issue de cette guerre, mais je sais qu'elle a renforcé la solidarité au sein de ce peuple, ce peuple malmené et délaissé par tous.* ».

À présent, je souhaite dresser un bilan de ces trente-deux jours de guerre, en m'appuyant sur les chiffres d'une organisation non gouvernementale (ONG) dont le travail a été extrêmement précieux pour notre documentaire *Iran, la révolte massacrée*. Pour la seule journée d'hier, mardi 31 mars, 312 attaques ont été dénombrées en Iran. Depuis le 28 février, 1 598 civils ont été tués, dont 244 enfants, la plupart dans une école de Minab, au Sud du

pays, vraisemblablement par une frappe américaine visant une caserne des gardiens de la révolution se trouvant à proximité. 1 212 militaires sont morts et 709 décès n'ont pas été classifiés, c'est-à-dire que l'on ignore s'il s'agit de victimes civiles ou des militaires. Officiellement, 854 personnes ont été arrêtées, principalement pour avoir parlé et envoyé des vidéos et des photos à des médias étrangers. Officiellement toujours, quatre personnes ont été pendues, et cinq sont dans le couloir de la mort, sur le point d'être exécutées à leur tour : ce sont des manifestants du mois de janvier.

Il est très important de rappeler dans quel contexte cette guerre a été déclenchée. La population iranienne sortait à peine de l'un des épisodes les plus douloureux de son histoire, un véritable traumatisme national : entre le 28 décembre 2025 et le 10 janvier 2026, des millions d'Iraniens ont manifesté. En deux jours, on estime que 30 000 personnes ont été tuées en deux périodes de huit heures chacune, le jeudi 8 janvier de 20 heures à 4 heures du matin, et le vendredi 9 janvier de 20 heures à 4 heures du matin.

Les récits que les médecins qui ont opéré ce jour-là nous ont livrés sont dramatiques. L'un d'eux nous a dit qu'il n'avait jamais vu de telles blessures. On a tiré sur des gens qui fuyaient. On a tiré sur des gens à terre. On a tiré sur des personnes dans leur lit d'hôpital. On a tiré sur eux avec des kalachnikovs et des douchkas, ces mitrailleuses installées sur des pick-up. Des personnes de tous âges sont mortes ou ont été blessées, des jeunes, des vieux, des femmes, des enfants. Un couple parti manifester pour l'avenir de ses enfants a été assassiné, laissant deux orphelins. Des histoires comme celle-là, on en compte des milliers.

Il y a aussi l'histoire de Robina Aminian, que nous sommes parvenus à documenter grâce à sa tante, qui habite Oslo. Robina était une jeune fille de 23 ans, étudiante en art du textile. Elle rêvait d'ouvrir sa maison de couture à Téhéran et attendait d'obtenir une bourse de l'université de Milan. Elle est partie manifester avec ses amis le 8 janvier, et elle est morte quelques heures plus tard. Ses parents, qui habitent à 500 kilomètres de Téhéran, sont venus reconnaître son corps parmi des milliers de cadavres à la morgue de Kahrizak, dont vous avez sans doute vu des images, les premières qui nous sont parvenues après le week-end du 10 janvier. Ils ont dû voler le corps de leur fille pour l'enterrer. Ils n'ont pas obtenu l'autorisation d'organiser une cérémonie digne en mémoire de leur fille. Sa mère n'a pas lâché le corps de Robina pendant 48 heures avant de l'enterrer à la va-vite.

Après le blackout d'internet, les Iraniens ont pu se connecter, avec difficulté, à partir du 18 janvier. En Iran, le quarantième jour après un enterrement est un moment de commémoration très important. Ce jour-là, on a vu des parents danser sur les tombes de leurs enfants, applaudir et pleurer. Ces cérémonies s'étaient muées en manifestations politiques. Les manifestations ont repris dans les universités une semaine avant le déclenchement de la guerre. Il est probable que les Iraniens allaient reprendre le chemin de la rue tout en connaissant le prix de la révolte, qui est la mort ou l'arrestation.

Alors, quand la guerre a éclaté, je ne vous cache pas que beaucoup de mes contacts m'ont confié leur soulagement. Le samedi 28 février, au moment où les premiers bombardements frappaient le quartier Pasteur où se trouvent la résidence du guide suprême et le palais présidentiel, je recevais des messages en ce sens. L'aide promise par Donald Trump après les manifestations du 8 janvier arrivait enfin. Ce sont les derniers messages que j'ai reçus, avant la coupure d'internet. Le premier jour de guerre a été marqué par l'élimination d'Ali Khamenei, celui dont les Iraniens réclamaient la mort dans les manifestations. La mort du guide suprême a suscité des scènes de joie dans les rues de Téhéran, mais cette joie a été de courte durée, puisque les arrestations n'ont pas tardé.

Depuis le déclenchement de la guerre, on a pu constater un certain flottement dans les buts de guerre et les agendas américain et israélien, qui ne sont d'ailleurs pas nécessairement convergents. L'agenda israélien est clair : l'objectif est un changement de régime. L'agenda américain, lui, l'est un peu moins. Lorsque l'on s'efforce de comprendre les propos de Donald Trump, ce qui n'est pas chose aisée, on se rend compte qu'il méconnaît totalement le régime iranien.

En effet, Trump estime que le changement de régime est déjà enclenché. C'est absolument faux. Lorsque Ali Larijani – personnage central de la République islamique, devenu *de facto* le dirigeant de l'Iran après la mort d'Ali Khamenei, et qui était l'un des organisateurs de la répression du mois de janvier – a été tué, il a été remplacé quelques jours plus tard par un homme ni meilleur ni pire, car il n'y a pas de degré dans la dureté de ce régime, mais enfin un dirigeant du même acabit.

À ce moment-là, les buts de guerre israéliens apparaissent nettement, puisqu'ils attaquent l'appareil sécuritaire du régime iranien. En effet, puisque les casernes des gardiens de la révolution et les commissariats sont des cibles pour les Américains et les Israéliens, toutes les forces du régime les ont désertés. Elles circulent en voiture, se cachent dans des gymnases, dans des stades, voire dans des hôpitaux ou des écoles, et ont installé des sortes de *checkpoints* où elles se réservent le droit de contrôler n'importe qui, de vérifier le contenu de son téléphone et de l'arrêter si elles estiment qu'il menace d'une façon ou d'une autre la survie de la République islamique. Ces *checkpoints* ont fait l'objet de frappes spectaculaires et ciblées. Des drones se sont abattus sur des voitures de police. Quelques heures plus tard, Benjamin Netanyahu s'est adressé à la population iranienne en lui promettant de faire en sorte qu'elle puisse retourner dans la rue.

Le régime iranien mène deux guerres, l'une contre Israël et les États-Unis, l'autre contre sa population. Le peuple iranien est privé d'internet, et les pendaisons ont repris. La Maison Blanche méconnaît et sous-estime la capacité de résilience du régime. La République islamique d'Iran agite la menace d'un blocage du détroit d'Ormuz depuis quarante ans. Ali Larijani avait été chargé par Ali Khamenei de préparer une guerre que l'on savait tous imminente, et qui a été déclenchée plus tôt que prévu puisque le Mossad a obtenu une information sur la présence du guide suprême au Beit-e Rahbari, sa résidence, une forteresse dans le centre de Téhéran. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Israël a attaqué en plein jour, à 7 h 30, alors que les frappes ont d'habitude lieu la nuit.

Les réactions de la Maison Blanche, la surprise de Steve Witkoff qui s'étonne que le régime ne capitule pas, témoignent de la méconnaissance de la République islamique par les Américains. L'Iran est aux mains des gardiens de la révolution, qui ne se placent pas dans une logique de victoire militaire, mais dans une logique de survie et de martyrologie. S'il faut tuer des milliers de personnes pour assurer leur maintien au pouvoir, ils le feront. S'il faut mener une guerre psychologique dans la région, jusqu'à nos portes – et la menace d'attentat contre une banque américaine ce week-end en est l'illustration –, ils le feront.

La fermeture du détroit d'Ormuz affole les bourses mondiales. La Commission européenne a même demandé aux Européens de limiter les déplacements en voiture et en avion, ce qui crée naturellement un effet psychologique très puissant sur les populations. Quant à la population américaine, qui se rendra aux urnes dans six mois pour les élections de mi-mandat, elle perçoit à travers l'envolée des prix du carburant et du gaz la capacité de nuisance de l'Iran. Celle-ci s'en remet à la guerre hybride parce qu'elle a parfaitement

conscience de ne pas lutter à armes égales avec les armées américaine et israélienne, bien plus puissantes que la sienne.

La République islamique d’Iran se prépare à cette guerre depuis sa création, en 1979. C’est la raison pour laquelle, pour chaque dirigeant éliminé, un autre dirigeant lui succède aussitôt. Ali Larijani avait demandé à chaque gardien de la révolution de désigner trois successeurs en cas d’élimination.

Il est très important de comprendre cette logique de survie. Le régime s’est construit avec une façade théocratique incarnée par le guide suprême. Aujourd’hui, le nouveau guide suprême Mojtaba Khamenei, le fils de l’ancien guide, n’a toujours pas fait la moindre apparition publique. On le dit gravement blessé, puisqu’il se trouvait avec son père au moment de la frappe du 28 février, qui a également tué sa mère, sa femme, un de ses fils, sa sœur et son beau-frère. En réalité, ce n’est pas Mojtaba Khamenei qui dirige l’Iran : ce sont bien les gardiens de la révolution qui, en quarante-sept ans, ont étendu leur toile sur les trente-et-une provinces du territoire iranien, trois fois plus grand que la France.

Lorsque j’étais correspondante en Iran, j’ai connu une période, entre 2014 et 2019, durant laquelle la liberté de la presse a été sensiblement plus respectée qu’aujourd’hui. À cette époque, le régime devait faire en quelque sorte bonne figure pour signer l’accord sur le nucléaire. Il était alors possible, pour les journalistes, de tendre leurs micros, et pour les Iraniens de leur parler assez librement. Nous étions surveillés, naturellement, mais nous avions la possibilité de voyager et de faire des reportages à propos de la vie quotidienne des Iraniens et de l’accord sur le nucléaire qui, lorsqu’il a été signé en 2015, a été célébré par la population. Ensuite, de nombreuses entreprises françaises se sont installées en Iran, des entreprises américaines également. Le pays tentait de s’ouvrir, mais les gardiens de la révolution ne voyaient pas cette dynamique d’un bon œil, puisque leur mainmise sur l’économie s’en trouvait menacée.

M. Farid Vahid, chercheur en relations internationales, codirecteur de l’Observatoire de l’Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la Fondation Jean Jaurès. Je suis iranien, j’ai grandi en Iran. Je suis en quelque sorte un produit du rayonnement de la France à l’étranger, car j’ai appris le français à l’ambassade de France à Téhéran. Je me suis installé en France en 2017, et j’en ai obtenu la nationalité à l’époque où M. Barnier, ici présent, était premier ministre. C’est la raison pour laquelle je suis particulièrement ému de me présenter devant vous aujourd’hui. J’étais déjà intervenu devant la commission des affaires étrangères en 2022, pour évoquer le mouvement Femme, vie, liberté. Aujourd’hui, je reviens alors que mon pays est plongé dans la guerre.

Je m’efforcerai dans ce propos introductif de mettre en contexte la guerre, de présenter un état de l’opinion publique iranienne et de formuler quelques hypothèses à propos des scénarios possibles pour l’avenir, en insistant sur le rôle susceptible d’être joué par l’Europe et la France.

Pour comprendre cette guerre, il faut revenir en arrière, et mettre à distance la question, très présente dans les médias et les sphères politiques français, du nucléaire iranien. Je pense que cette guerre a très peu à voir avec le nucléaire iranien. Lorsque le plan d’action global commun (PACG) est signé en 2015, le problème du nucléaire iranien est en grande partie réglé. L’accord n’est certes pas parfait, mais c’est le meilleur accord que l’on puisse imaginer, et l’aboutissement de dix ans de diplomatie – d’ailleurs, il s’agit peut-être du seul dossier où la diplomatie européenne se soit montrée réellement efficace. Au milieu des années

2010, les planètes sont alignées : les démocrates sont au pouvoir aux États-Unis, les réformateurs en Iran, un accord est trouvé.

En 2018, Donald Trump déchire cet accord. Vu de France et d'Europe, le président américain passe pour un fou. Son style, j'en conviens, est très particulier, et sans aucun doute problématique. Mais, pour ma part, je suis très critique vis-à-vis de cette vision d'un dirigeant sans la moindre cohérence. Autour de lui, les conseillers du parti républicain, les *think-tanks* d'extrême droite et les Israéliens possèdent une vision très claire des événements au Moyen-Orient et en Iran. Pourquoi cet accord les dérange-t-il autant ? Parce que, s'il règle le dossier du nucléaire, il est sans effet sur le rôle régional de l'Iran et sur son programme de missiles balistiques.

En 2016, un an après la signature de l'accord, la croissance économique de l'Iran atteint 12 %. En d'autres termes, ce régime, trop puissant pour la région, ne manque pas de moyens pour se renforcer. L'Iran contrôle le Liban, la Syrie, et exerce une influence considérable sur le Hamas, sur les Houthis, sur des milices en Irak, au Yémen et ailleurs. Ainsi est constitué ce que le régime iranien nomme l'« axe de la résistance », composé de milices chiites et aussi non chiites – sur la question religieuse également, méfions-nous des préjugés, gardons-nous d'une appréhension orientaliste et par trop simpliste –, et qui accroît sa profondeur stratégique en lui permettant de s'approcher des frontières d'Israël. Le PACG est donc inacceptable, tant pour les Républicains américains que pour les Israéliens.

En 2020, Trump fait éliminer le général Soleimani, l'architecte de l'influence régionale de l'Iran. Que s'est-il passé entre 2020 et aujourd'hui ? Un événement déterminant : le 7 octobre 2023. Il n'est pas possible d'appréhender les événements en cours au Moyen-Orient sans les rapporter à cet événement. Car les attaques terroristes du 7 octobre bouleversent la donne dans la région. À partir de cette date, les Israéliens considèrent qu'il faut détruire l'axe de la résistance et, dès lors, s'y emploient méthodiquement. Ils commencent par affaiblir le Hamas, puis décapitent le Hezbollah au Liban, d'abord avec l'opération des bipeurs, qui tue un certain nombre de ses cadres, puis avec l'élimination de leur leader, Hassan Nasrallah. La chute du régime de Bachar al-Assad, en Syrie, n'est pas directement imputable aux Israéliens, mais il convient de l'inscrire dans le même contexte. Du point de vue israélien, une fenêtre de tir est ouverte, et ils auraient été bien mal avisés de ne pas se saisir de l'occasion pour affaiblir considérablement l'Iran. C'est l'objectif du conflit actuel, qui est tout à fait cohérent à court et à moyen terme – à plus long terme, cela reste à voir.

En Iran, la population se soulève régulièrement contre le régime iranien : le mouvement de 2019, motivé par des raisons économiques, le mouvement Femme, vie, liberté en 2022, et enfin la révolte de janvier 2026, très sévèrement réprimée. Les Iraniens considèrent que le régime n'est plus réformable, ils ont tourné définitivement la page de l'islam politique. Je dis « les Iraniens » mais il est bien entendu que cette société de 92 millions d'habitants n'est pas uniforme. Son spectre politique est vaste et complexe, et si un jour des élections libres devaient se tenir, il n'est pas à exclure que le parlement élu soit plus morcelé que le parlement français. En tout cas, la très grande majorité des Iraniens rejette le régime, sans aucune ambiguïté.

Les Iraniens sortent dans la rue parce qu'ils souhaitent un régime démocratique, séculaire, ouvert au monde, et il convient de ne pas considérer les différents mouvements de contestation comme une succession d'échecs – c'est d'ailleurs le sens de la tribune que j'ai publiée dans *Le Monde*. Ces mouvements ont profondément transformé la société iranienne.

Ainsi, le mouvement Femme, vie, liberté a changé la vision des Iraniens sur les questions religieuses et du contrôle du corps des femmes dans l'espace public. Le régime, lui, s'est trouvé profondément affaibli par ces différentes contestations.

Il importe de comprendre ce contexte pour saisir les enjeux de la guerre en cours, et faire preuve d'une prudence et d'un sens de la nuance qui, à mon sens, fait défaut dans les analyses et les débats actuels. Aux premiers jours du conflit, la grande majorité de l'opinion publique iranienne a éprouvé du soulagement, comme vient de le dire Mme Pirzadeh – encore une fois, je parle bien d'une majorité, et non de la totalité de cette opinion publique, vous l'avez compris. Pourquoi ? Parce que début janvier, Donald Trump avait annoncé qu'en cas de répression sanglante des manifestations, les États-Unis réagiraient. De fait, la répression a été terrible, puisque l'on parle de 30 000 morts en 48 heures. Mesurons bien son ampleur. Comprenons bien, aussi, les aspirations à la liberté politique et religieuse des Iraniens. Leur cause est noble, et devrait faire l'unanimité en France, en Europe et ailleurs.

La possibilité d'une réaction américaine était très présente dans les esprits iraniens. La population n'est ni cynique, ni naïve. Elle n'ignore pas les dangers de la guerre. Ma propre famille se trouve en Iran et je n'ai aucune nouvelle. Les Iraniens n'ignorent pas non plus que Donald Trump n'est pas le plus grand démocrate de cette planète, ni que les Israéliens agissent avant tout au nom de leurs propres intérêts. Mais ils espèrent une sorte de convergence des luttes, si je puis dire, et que l'attaque israélo-américaine vienne à bout de ce régime honni, tout en étant parfaitement conscients qu'une campagne de bombardement ne fera pas advenir une démocratie libérale en quelques jours.

Même si le régime ne compte que 1 % de partisans parmi la population, ce qui est sans doute assez proche de la réalité, cela représente à peu près un million de personnes fanatisées, surarmées, animées par une logique de martyr et prêtes à en découdre. On se demande souvent pourquoi le régime ne tombe pas. La réponse est simple, et tragique : parce qu'il ne pose aucune limite à la répression. En face, la population est désarmée, et sa jeunesse, occidentalisée, moderne, ne souhaite pas pour l'instant entrer dans une logique de guerre civile. Cette jeunesse veut vivre. Le nom même du mouvement de 2022, Femme, vie, liberté, exprime bien ce goût de la vie contre une idéologie de mort.

La communication stratégique de guerre, du côté des Américains, est pour le moins erratique. Les objectifs militaires semblent changer d'un jour à l'autre. Aujourd'hui, il n'est plus question de changement de régime, de démocratie, ou de soutien au peuple iranien. À force de frappes sur les infrastructures énergétiques civiles, à force de publications de vidéos que l'on qualifiera d'étranges sur le compte officiel de la Maison Blanche, les États-Unis ne tarderont pas à perdre l'opinion publique iranienne, *a fortiori* s'ils s'aventurent dans une dynamique d'annexions territoriales, par exemple celle des îles que Mme Wermembol a mentionnées. Les Iraniens détestent le régime, mais les Iraniens sont patriotes, et si quelque chose fait l'unanimité au sein de la population iranienne, c'est le respect de l'intégrité territoriale de l'Iran. Ce pays existe depuis 2 500 ans, il a concédé trop de pertes territoriales depuis le XIX^e siècle, et les Iraniens ne supporteront pas de nouvelles amputations du territoire national.

Il me semble que c'est sur ce point que l'Europe et la France sont en mesure de jouer un rôle. Certes, leur influence sur les prises de décision à Washington est très limitée. Mais elles peuvent contribuer à la sécurité du transport maritime dans le golfe Persique, en raison des partenariats de défense qu'elles ont conclus avec les pays de la rive Sud du Golfe.

L'Europe et la France peuvent également faire figure, entre d'un côté les États-Unis de Donald Trump, et de l'autre la Chine et la Russie, de troisième voie raisonnable et réaliste, sans tomber dans l'idéalisme du droit international. En étant fidèles à leurs valeurs, en soutenant la société civile iranienne, en aidant l'opposition à se structurer, Européens et Français sont, à mon sens, capables de jouer un rôle majeur et très utile.

M. Alain David, président. Je vous remercie pour ces propos liminaires. Nous en venons aux questions des orateurs des groupes.

M. Nicolas Dragon (RN). La stratégie iranienne de pression économique sur le monde occidental dépasse le simple cadre militaire classique d'affrontement bilatéral. Elle s'inscrit dans une démarche de déstabilisation, en représailles contre les frappes sur les institutions iraniennes. Le commerce international se trouve ainsi confronté à la vulnérabilité géographique que représente le détroit d'Ormuz, qui permet à l'Iran d'exercer une influence sur les marchés mondiaux en provoquant une raréfaction des ressources et une volatilité accrue des prix, lesquelles affectent les économies les plus dépendantes des importations, notamment celles de l'Union européenne. Le conflit s'internationalise, et nos partenaires du Golfe se retrouvent à la merci de frappes iraniennes destructrices pour leur modèle économique.

Tenant bon face au bloc américano-israélien, l'Iran provoque une crise économique pour nous, les Français, qui surveillons les prix à la pompe comme le lait sur le feu, alors que le gouvernement persiste à ne pas baisser les taxes, réduisant ainsi notre pouvoir d'achat. De nombreux secteurs stratégiques dépendent de sous-produits énergétiques devenus difficiles d'accès, tels que les engrais – et nous pensons à nos agriculteurs –, l'aluminium ou encore l'hélium, indispensables aux industries de pointe des secteurs de la santé et des semi-conducteurs.

Cette tension généralisée fait peser un risque de ralentissement économique durable, voire de crise industrielle à plus grande échelle. Au Rassemblement national, avec Marine Le Pen, nous considérons que l'énergie est un bien de première nécessité, et que l'État doit faire un effort fiscal et sortir des mécanismes européens de fixation des prix de l'énergie.

Cette crise peut constituer un déclencheur et redessiner les équilibres économiques mondiaux, au détriment de l'Europe, fortement exposée à une hausse des prix de l'énergie, et au bénéfice de la Russie et des États-Unis, qui disposent d'une politique d'indépendance énergétique. De là l'importance, pour la France, de réfléchir à davantage d'autonomie énergétique.

M. Alain David, président. Quelle est la question que vous souhaitez poser à nos invités, monsieur Dragon ?

M. Nicolas Dragon (RN). Je n'ai pas de question à poser. Je ne fais que partager les observations du Rassemblement national.

M. Jean-Victor Castor (GDR). Le 14 février, devant différents représentants des institutions européennes réunies à la conférence de Munich sur la sécurité, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a regretté le recul des empires et affiché sa volonté de recoloniser le monde. Cette intervention faisait suite à l'intervention américaine au Venezuela, à des bombardements décidés unilatéralement au Nigéria, à des attaques contre des bateaux de pêche à Sainte-Lucie.

Je peine à comprendre le discours que l'on tient à propos de la doctrine américaine. Certes, il importe d'appréhender les situations région par région, d'analyser précisément les contradictions et les rapports de force, mais il semble que, depuis plusieurs mois, les États-Unis appliquent de façon outrancière une politique qu'ils ont, au fond, toujours menée : cela met en évidence l'impuissance des autres pays, et leur incapacité à tenir pour acquis que les Américains ne sont plus leurs alliés.

J'ai une pensée pour le peuple iranien, et pour tous les peuples qui souffrent. Je viens de Guyane, qui se trouve à proximité des îles de la Caraïbe dont les gouvernements subissent une très forte pression américaine. Aujourd'hui, il leur est interdit de maintenir des relations avec Cuba, alors que leurs populations sont dépendantes de la médecine cubaine. Ils ne peuvent plus envoyer leurs jeunes étudier à Cuba, simplement parce que les faucons américains en ont décidé ainsi. À cet égard, la position de la France, qui relève d'une forme d'immobilisme, me paraît trop ambiguë.

J'aimerais entendre Mme Wermenbol, qui connaît parfaitement la doctrine américaine, à ce sujet, parce que je ne parviens pas à distinguer l'action des États-Unis au Moyen-Orient de leur attitude ailleurs sur la planète.

Mme Grace Wermenbol. Pour répondre à cette question, il importe de distinguer le premier mandat de Donald Trump du second. La doctrine idéologique en vigueur durant le premier mandat de Trump, portée notamment par John Bolton, qui fut conseiller à la sécurité nationale, n'est plus la même que celle qui prévaut actuellement, parce que les personnes dont s'entoure le président américain ne sont plus les mêmes. Cela affecte la prise de décision en matière de politique étrangère.

En outre, la montée vers l'attaque du 28 février traduit la plus grande disposition de Trump à recourir à l'action militaire. Depuis qu'il a entamé son second mandat, les États-Unis ont mené des bombardements dans huit pays. Ces offensives militaires étaient pour la plupart relativement limitées, et cela explique, selon moi, l'erreur de perception des Américains, convaincus que l'attaque du 28 février conduirait à la chute du régime iranien. Donald Trump, en effet, en est venu à considérer que l'usage limité mais très efficace de la force constituait le moyen de produire des changements concrets sur le terrain. Cette approche, qui s'est traduite par l'offensive du 28 février, s'est heurtée à une mauvaise compréhension de la nature et des capacités du régime iranien. N'étant pas parvenus à atteindre l'objectif fixé, les États-Unis cherchent désormais une porte de sortie.

N'étant pas spécialiste des Caraïbes, je ne veux pas m'avancer à propos de l'attitude américaine dans cette région. Néanmoins, il me semble qu'elle démontre que la Maison Blanche est convaincue de sa capacité à influencer la situation politique d'un certain nombre de pays. Non seulement dans les Caraïbes, mais aussi en Occident et au Moyen-Orient. C'est cette conviction qui a mené à l'attaque du 28 février.

M. Farid Vahid. Il est exact que les États-Unis de Donald Trump s'efforcent de bouleverser l'ordre mondial, et de créer un nouveau Moyen-Orient, un Moyen-Orient post-7 octobre. Ce processus passe par un élargissement des accords d'Abraham, qui ne sera pas possible tant que le régime iranien restera en place. En d'autres termes, la paix et la stabilité dans la région sont conditionnées à une entente cordiale minimale entre Téhéran et Tel-Aviv.

Encore une fois, je pense qu'il est réducteur de faire de Trump un fou. Les intellectuels qui l'entourent lui soufflent qu'un remodelage du Moyen-Orient est possible,

et le secrétaire à la défense, Pete Hegseth, a achevé de l'en convaincre. Toutefois, les Américains se sont heurtés à une réalité militaire plus compliquée que prévu. La République islamique cherche à « bordéliser » la région, si vous me passez l'expression, et ils y sont parvenus en attaquant les pays du Sud du golfe Persique et suscitant une crise économique internationale.

Que nous le voulions ou non, nous sommes indirectement en guerre, parce que les Iraniens nous visent. Ses dirigeants ont prévenu les Européens qu'ils connaîtront un hiver difficile. Ils cherchent à affaiblir l'Europe en actionnant le levier du pétrole, comme pour dire : « si on tombe, vous tomberez tous avec nous ». Il importe de ne pas perdre de vue cette logique. En outre, la menace d'attentats visant la communauté juive sur le sol européen est forte.

Enfin, les États-Unis considèrent Cuba et les Caraïbes comme appartenant à leur hémisphère, en vertu d'une nouvelle vision du monde en grande partie basée sur la force. Le succès de cette vision dépendra beaucoup du résultat de la guerre en cours au Moyen-Orient.

Mme Constance Le Grip (EPR). J'aimerais d'abord remercier vivement madame Pirzadeh, qui accomplit pour France 24, en toute indépendance, un travail d'investigation, d'analyse et de présentation des faits absolument remarquable et très précieux pour notre compréhension de la situation. Vous avez eu raison, madame Pirzadeh, de rappeler l'extrême férocité de la répression visant le peuple iranien. Il ne faut jamais l'oublier, de même qu'il importe de garder à l'esprit que les soi-disant grandes manifestations spontanées et populaires de soutien au régime sont pour l'essentiel le fruit de manipulations.

Je souhaite également remercier madame Wermenbol, qui s'est efforcée dans ce propos d'apporter de la clarté à la politique étrangère américaine, et n'a pas occulté les divergences de plus en plus sensibles entre la stratégie américaine et la stratégie israélienne.

Enfin, monsieur Vahid, vous attirez l'attention sur la diaspora et sur les mouvements de l'opinion publique iranienne. À cet égard, je crois que l'on ne rendra jamais assez hommage au courage des femmes et des hommes iraniens, face à la répression sanglante du régime. Je crois comme vous, monsieur Vahid, que le mouvement Femme, vie, liberté a effectivement changé la société iranienne, et la vie de beaucoup de jeunes femmes et de jeunes hommes.

À propos des événements actuels, j'aimerais poser à nos invités une question très simple. Quelles perspectives peut-on tracer à propos de l'évolution intérieure de l'Iran, avec ou sans la diaspora ? Une évolution vers un régime démocratique et laïque vous semble-t-elle envisageable ? Peut-on compter sur une organisation des forces démocratiques iraniennes ?

Mme Mariam Pirzadeh. Je vous remercie, madame Le Grip, car je sais votre engagement de longue date en faveur de la cause iranienne. Vous l'avez compris, la diaspora iranienne est divisée, et cette mésentente donne lieu, dans les médias, à des échanges qui, pour être très honnête, me font honte en tant qu'Iranienne. J'ai eu honte en entendant certains, en France, se féliciter du déclenchement de la guerre et remercier Netanyahou et Trump. De tels propos finissent toujours par parvenir aux oreilles des Iraniens restés au pays. L'un de mes contacts à Téhéran m'a dit récemment : « *dis à tous ces gens de venir sous les bombes à notre place !* ». Aussi je le redis : personne n'a le droit de parler au nom de 92 millions d'Iraniens, personne.

Au sein de la diaspora, je perçois trois positions : ceux qui sont favorables à la guerre, ceux qui s’y opposent comme ils s’opposent au régime, et ceux qui soutiennent le régime. À l’intérieur de l’Iran, des personnes se battent depuis des années contre le régime, et tentent d’édifier des réseaux de résistance dans un pays où toute forme de corporatisme, de syndicalisme ou de parti politique est évidemment proscrite. Il n’existe pas à proprement parler de partis politiques en Iran, mais deux courants : le courant réformateur et le courant conservateur, ce qui revient au même puisque tous deux représentent le régime. Il est en effet requis d’être adoubé par le régime pour se présenter à l’élection présidentielle – tout en sachant que le président de la République islamique ne dispose d’aucun pouvoir.

Je pense qu’il faut faire confiance aux personnes qui se trouvent sur place, qui connaissent le régime et la vie sous ce régime. Quarante-sept années d’un tel régime changent profondément la nature des personnes, et se battre contre le pouvoir en place, au risque de la prison et de la mort, c’est prendre le risque de sa vie. Je pense en particulier à Narges Mohammadi, prix Nobel de la paix 2023, actuellement en détention, et qui a sacrifié sa vie à son combat. Les critiques dont elle fait l’objet de la part d’une partie de la diaspora en France me paraissent aussi incompréhensibles qu’injustes.

On dit parfois de la prison d’Evin qu’elle est la plus grande université du monde. Il est vrai que cette jeunesse réprimée représente l’avenir de l’Iran. Il faut leur faire confiance, en espérant que le régime tombe rapidement pour ouvrir une voie.

M. Farid Vahid. L’avenir de l’Iran constitue le principal enjeu des événements actuels. La guerre va-t-elle affaiblir le régime au point où il sera emporté par la prochaine vague de manifestations ? Cette nouvelle vague arrivera, sans aucun doute, pour les mêmes raisons que les vagues précédentes. D’ailleurs, d’importantes manifestations ont eu lieu dans les universités, entre la répression de janvier et la guerre de février.

Je suis toujours étonné d’entendre dans les médias que le régime iranien « tient bon », d’abord parce qu’un régime politique ne peut avoir pour vocation de « tenir bon », de s’accrocher au pouvoir en tuant des dizaines de milliers de personnes. Ensuite, parce que l’économie iranienne se trouve aujourd’hui dans une situation catastrophique. L’inflation atteint 52 %, le chômage augmente, et la gestion des ressources naturelles jette le pays à terre. Au retour des vacances de Norouz, cette semaine, les autorités ont annoncé que les universités et les écoles n’accueilleront plus d’étudiants. Les ministères et les administrations sont fermés. Le système ne tient pas bon, non : le pays est à l’arrêt. Les Iraniens sont déprimés, ils vivent sous les bombes, sans réelles perspectives, et l’État s’effondre. Alors, si le régime « tient bon », c’est uniquement parce qu’il n’hésite pas à massacrer une population qu’il a prise en otage.

Les bombes israéliennes et américaines, en ciblant l’appareil de répression iranien – les casernes des gardiens de la révolution, les commissariats, les tribunaux –, causeront-elles des fissures au sein de l’appareil sécuritaire, de l’armée régulière et de l’élite politique ? Permettront-elles aux Iraniens de faire tomber le régime ?

Aujourd’hui, l’incertitude règne au sein du régime. On dit que le président de la République islamique, Massoud Pezeshkian, aimerait bien démissionner. Un effondrement du régime permettra-t-il d’amorcer un virage démocratique, sans guerre civile ? Ou bien ces soubresauts internes le rendront-ils plus sauvage encore, le pousseront-ils à multiplier les exécutions d’opposants, qu’ils présentent comme des affidés du Mossad et de la Central

Intelligence Agency (CIA) ? Les deux scénarios sont tout à fait plausibles, et c'est tout l'enjeu de la guerre. Dans six mois, on saura si Trump a été un génie ou un idiot.

M. Arnaud Le Gall (LFI-NFP). J'aimerais rappeler, parce que je ne l'ai pas entendu jusqu'à présent, que la guerre déclenchée par Israël et les États-Unis contre l'Iran est une guerre illégale, qu'on le veuille ou non, et quoi que l'on pense du régime iranien. Agir en dehors du cadre du droit international, c'est retomber dans une vision du monde manichéenne, où chacun a sa vision du bien et du mal, ce qui nous mène à la guerre de tous contre tous.

Les conséquences de cette guerre étaient largement prévisibles. Comme dans tout régime militarisé en guerre, la branche armée du régime, en l'occurrence les gardiens de la révolution, renforce son emprise sur le pays. Les bombardements détruisent invariablement des infrastructures civiles et énergétiques. Les victimes, certes moins nombreuses que lors de la répression, se comptent par milliers, et les oppositions, notamment en exil, ne s'accordent pas à propos du conflit.

On n'a jamais exporté la démocratie par les armes, nous le savons bien. Dès lors, l'enjeu est ailleurs. En réalité, deux gouvernements suprémacistes se font face, le gouvernement israélien et les gardiens de la révolution, qui considèrent l'un comme l'autre que leur salut et leur sécurité naîtront du chaos régional. Il est fondamental de rappeler que cette logique du chaos prévaut pour ces deux parties au conflit.

Quant à Donald Trump, il est certes confus mais je partage l'avis de monsieur Vahid selon lequel il est guidé par une forme de cohérence. L'une de ses motivations est sa volonté de reprendre la main sur un certain nombre de routes commerciales et de militariser le commerce. À cet égard, il subit un effet boomerang, puisque l'Iran n'a pas beaucoup d'efforts à fournir pour bloquer le détroit d'Ormuz. Il n'a même pas besoin de poser des mines : il suffit d'en formuler la menace, et aucune compagnie d'assurance n'accepte qu'un bateau le franchisse. J'estime que débloquer ce détroit par la voie militaire n'a aucun sens, mais j'aimerais entendre l'avis des intervenants à ce sujet.

Par ailleurs, il convient de rappeler que d'autres fronts sont ouverts. Israël a annoncé l'invasion du Liban. Des casques bleus de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) ont été tués, et hier, pour la première fois, des casques bleus français ont été visés. Pendant ce temps, le régime d'apartheid s'étend en Palestine, et une loi réservant la peine de mort à une ethnie vient d'être votée par le parlement israélien.

Combien de temps l'Europe et la France resteront-elles suivistes et spectatrices ? Vont-elles enfin se décider à mettre des mots sur les choses, et affirmer que la guerre contre l'Iran est illégale, et contrevient à nos intérêts par les chocs économiques majeurs qu'elle suscite ? À cet égard, je tiens à souligner que nous ne sommes pas en situation de pénurie, et que la hausse de prix est uniquement due aux marges que s'accordent les fournisseurs de produits pétroliers.

Des mesures contraignantes relatives à l'accord entre l'Union européenne et Israël contraindraient-elles ce dernier à revenir à la table des négociations ? En un mot, que faut-il faire pour sortir de ce conflit qui risque de nous mener à la guerre totale ? Pour ma part, je ne crois pas un seul instant qu'une démocratie émergera d'un tel chaos ; l'histoire l'a assez montré.

Enfin, monsieur Vahid l'a rappelé, l'économie iranienne est très touchée et les Iraniens subissent les effets de la guerre dans leur quotidien. En revanche, un article paru dans *Les Échos* cette semaine rapporte que le régime a doublé les revenus qu'il tire de l'exploitation du pétrole. Nul n'ignore que les revenus pétroliers finissent dans les poches des gardiens de la révolution, et que la guerre ne fait que renforcer leur mainmise sur l'économie du pays.

Mme Mariam Pirzadeh. Vous avez raison : plus on sanctionne la République islamique d'Iran, plus elle s'enrichit, et plus elle appauvrit la population iranienne.

Actuellement, le Majlis, le Parlement iranien, débat de l'instauration d'un droit de péage pour chaque pétrolier. À ce sujet, il convient de rappeler un point technique important. Les détroits sont des espaces internationaux. Cependant, le détroit d'Ormuz, qui s'étend sur 33 à 55 kilomètres entre Oman et l'Iran, est partagé entre les deux pays. Une Charte des Nations unies a été mise en place pour contrôler ces détroits mais elle n'a été signée ni par l'Iran, ni par Oman, ni par les États-Unis. Par conséquent, l'anarchie est totale.

En pratique, les seuls pétroliers qui continuent de passer dans le détroit d'Ormuz sont ceux des pays amis de l'Iran, ainsi que les pétroliers iraniens eux-mêmes. Il faudrait d'ailleurs expliquer comment, avant la guerre, les Iraniens parvenaient à vendre trois millions de barils par jour, un volume équivalent à celui de 2015, après la signature de l'accord sur le nucléaire. Cela suggère un assouplissement des sanctions, car ils continuent de vendre à la Russie et à la Chine à des prix cassés. Et ils n'en sont pas dissuadés, puisque Donald Trump refuse d'appliquer des sanctions supplémentaires.

Pour répondre à votre question, monsieur Le Gall, il existe d'autres armes que la guerre. L'arme financière est à portée de main, puisqu'une grande partie des comptes des gardiens de la révolution se trouvent dans les banques des Émirats arabes unis, notamment à Dubaï et Charjah. Pourquoi les Émirats arabes unis, après un mois d'une guerre qui cause des victimes et qui écorne leur image, ne prennent-ils pas la décision de geler ces comptes ? Je crois pourtant que des sanctions de la part des Émirats arabes unis auraient davantage d'impact sur les ressources financières des gardiens de la révolution que des sanctions américaines et européennes.

Toutefois, j'aimerais souligner que l'Europe, à l'issue d'un processus long et laborieux, a pris une décision très courageuse en classant les gardiens de la révolution parmi les organisations terroristes.

Mme Grace Wermenbol. Je travaillais au sein du gouvernement américain à l'époque où l'opération *Gardien de la prospérité* a été lancée, en 2023. Cette coalition maritime, parallèle à l'initiative européenne baptisée *Aspides*, visait à contrer les attaques des Houthis contre les navires en mer Rouge. Cette expérience permet de tirer quelques enseignements sur la situation actuelle. Le principe d'une coalition maritime anti-Houthis ne s'est pas avéré très efficace, parce que l'enjeu n'est pas seulement d'empêcher les attaques, mais de prévenir les menaces futures. Le problème est analogue dans le détroit d'Ormuz, puisque les navires ne prendront pas le risque de traverser le détroit d'Ormuz si une menace pèse sur eux. Donald Trump s'est contenté d'inviter les navires à franchir le détroit, faisant appel à leur courage. Bien évidemment, cela n'est pas si simple et, monsieur Le Gall vient de le souligner, les compagnies d'assurances ne le permettront pas.

Tant qu'une menace pèsera sur le détroit, il restera fermé, sauf dans certains cas de négociations directes, comme on en voit entre la Chine et l'Iran. En d'autres termes, conjurer la menace sur le détroit d'Ormuz n'est pas envisageable d'un point de vue militaire, d'autant que le détroit est si étroit que, lorsqu'un drone ou un missile balistique est lancé, il est déjà trop tard pour l'intercepter.

Concernant les exportations pétrolières iraniennes, je souscris aux propos de monsieur Vahid : l'Iran reste effectivement en mesure de poursuivre ses exportations, notamment vers la Chine. Mais je voudrais insister sur un autre élément, qui suppose d'évoquer brièvement la politique intérieure américaine. Si l'on examine la stratégie de sécurité nationale des États-Unis, l'un des arguments avancés pour justifier un retrait du Moyen-Orient – car c'est bien ce que souhaite faire l'administration en place – se rapporte aux capacités américaines en matière d'exportations pétrolières. Or nous savons bien que les prix du pétrole sont fixés à l'échelle mondiale et que, par conséquent, la crise actuelle se répercute sur la situation intérieure américaine. Le prix du gallon atteint désormais 4 dollars, et pourrait grimper jusqu'à 5 dollars, ce qui est extrêmement élevé, et présage de fortes répercussions sur l'ensemble des prix des biens et services. À l'approche des élections de mi-mandat, une telle situation inquiète la Maison Blanche, et accroît la pression en vue d'une solution rapide.

Mme Pascale Got (SOC). J'aimerais en premier lieu rappeler l'attachement du groupe Socialistes et apparentés au respect du droit international. Nous refusons le principe de la loi du plus fort et toute logique d'escalade dans la région. Cette guerre américano-israélienne a été engagée sans cadre clair, ses objectifs restent flous, et le risque d'extension régionale est désormais avéré. Elle plonge dans l'incertitude les opinions publiques, les parlementaires et même les alliés d'Israël et des États-Unis. L'illégalité, l'escalade et le brouillage des objectifs créent une confusion informationnelle permanente. Un jour on évoque des négociations, le lendemain il n'en est plus question, un jour on annonce un ultimatum, le lendemain il est suspendu. On navigue à vue, au gré des déclarations contradictoires.

Cette confusion a des conséquences très concrètes et ce sont toujours les populations qui en paient le prix. En Iran, elle peut servir de prétexte à un durcissement de la répression contre la société civile. En Europe, elle nourrit la hausse des prix de l'énergie, crée de l'angoisse sociale et frappe d'abord les ménages les plus vulnérables, ceux qui dépendent de leur voiture pour se rendre à leur travail.

Conflit après conflit, un même enchaînement se répète : des crises aux impacts systémiques, notamment énergétiques, qui désorganisent durablement nos économies et fragilisent nos sociétés. Pourtant, nous restons dans une logique de réaction, sans anticipation ni vision à long terme. La réponse des Européens et du G7 se limite, dans l'urgence, à recourir à des outils pour amortir les chocs sans traiter réellement les causes, ni les effets durables de la crise.

Face à ce conflit, et plus largement face à des guerres aux objectifs opaques, nourries par des récits contradictoires et par la seule logique du rapport de force, comment la France, avec ses partenaires européens, peut-elle construire une véritable stratégie garantissant à la fois la clarté démocratique, la protection et le respect des populations civiles dans les territoires concernés, et la résilience sociale de nos concitoyens ?

Mme Mariam Pirzadeh. Imaginer que l'Iran va basculer dans une démocratie libérale à la scandinave, c'est se méprendre profondément et regarder ce pays avec des

lunettes occidentales. Aucun Iranien n'est dupe, chacun sait que les Américains et les Israéliens n'apporteront pas la démocratie dans un pays qui, au fond, ne l'a jamais vraiment connue puisque la révolution de 1979 n'a fait que renverser un régime, celui du chah, qui était lui-même une dictature. La police politique du chah, la Savak, terrorisait les Iraniens, et la révolution ne s'est pas produite par hasard : c'est une colère sociale qui a été captée par les islamistes et une grande partie de la gauche iranienne.

La population iranienne, cela a été rappelé, est la grande oubliée du conflit en cours. Un ancien conseiller de Joe Biden me l'a avoué sans ambages, disant que la population iranienne n'avait jamais été la boussole de l'action américaine et que l'objectif unique était d'en finir avec un Iran nucléarisé et militarisé.

Si ces négociations sont engagées à l'issue du conflit, sur quoi porteront-elles ? À cet égard, le flou est total. L'arrêt de la guerre permettrait au régime iranien de crier victoire et affûterait ses désirs de vengeance. Côté américain, la lassitude et l'hostilité de l'opinion publique vis-à-vis de ce conflit sont fortes. En Israël, le soutien est réel mais le pays s'épuise aussi à force d'ouvrir de multiples fronts.

La démocratie n'arrivera pas en Iran juchée sur des bombes, c'est une certitude. Elle arrivera par la volonté du peuple, je l'espère. Depuis 2018, un soulèvement majeur se produit chaque année. En janvier 2026, les manifestants se comptaient en millions, dans toutes les provinces du pays.

M. Michel Herbillon (DR). Depuis l'attaque massive du 28 février dernier contre l'Iran, et depuis le lancement des opérations militaires israéliennes au Liban le 2 mars, le Moyen-Orient se trouve à nouveau pris dans une escalade dangereuse dont les populations paient le prix fort et qui fait peser de fortes menaces sur le monde entier.

J'aimerais connaître l'opinion des intervenants sur le second projet de résolution porté par le Bahreïn au Conseil de sécurité des Nations unies, qui concerne la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz et prévoirait l'autorisation pour les États membres de recourir « à tous les moyens nécessaires », ainsi que des sanctions. Quel est le contenu exact de ce projet de résolution ? A-t-il des chances d'être adopté ? Le cas échéant, quelles seraient les conséquences sur la situation ?

Je souhaite aborder ensuite l'élargissement du conflit et ses répercussions sur la guerre en Ukraine. Depuis le 17 mars, plus de deux cents techniciens ukrainiens spécialisés dans la lutte antidrones ont été envoyés aux Émirats arabes unis, au Qatar, en Arabie saoudite. Des accords bilatéraux de coopération industrielle et de défense ont été signés avec les trois mêmes États à l'occasion des visites du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, du 26 au 28 mars. Quelles sont les dispositions concrètes de ces accords ? Ils semblent laisser entrevoir un soutien appuyé des États du golfe Persique à l'Ukraine. En revanche, l'augmentation des prix du pétrole renforce l'économie russe. De manière générale, quelles sont les conséquences du conflit au Moyen-Orient sur la guerre en Ukraine ?

Ma dernière question s'adresse particulièrement à vous, madame Pirzadeh. Je tiens à vous remercier, parce que nous avons été extrêmement touchés par l'écho que vous donnez à la situation concrète des Iraniennes et des Iraniens. Ce peuple, qui a montré son opposition au régime tyrannique et son attachement à sa souveraineté, fait preuve d'un courage remarquable, vous l'avez souligné, face à un régime d'une cruauté sans limite. Notre groupe politique s'est toujours tenu aux côtés du peuple iranien dans son combat pour la liberté. Il

s'agit véritablement, pour nous, d'un devoir moral. Quel rôle la France pourrait-elle jouer, à court et à long terme, dans le soutien aux Iraniens, d'Iran et d'ailleurs ?

Mme Mariam Pirzadeh. Je vous remercie, monsieur Herbillon, car être le relais de la parole des Iraniens, qui en sont privés, correspond véritablement au but que je me suis fixé.

Quel rôle peut jouer la France ? Je crois qu'elle pourrait agir en Iran comme elle le fait au Liban. L'ancien ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, se rend régulièrement au Liban avec pour mission de se poser en facilitateur pour trouver des solutions de crise. Pourquoi ne pas nommer un représentant de la France pour jouer un rôle analogue en Iran, peut-être pas dans l'immédiat, mais dans un avenir proche ? Nos deux pays étaient très proches avant l'avènement de la République islamique. Pour l'anecdote, je rappelle que les anciens passeports de l'empire perse étaient rédigés en persan et en français.

Des initiatives individuelles, non officielles, existent également, qui pourraient être encouragées. Le père d'une collègue de France 24, président d'une association de médecins franco-iraniens, organise une collecte pour acheter des médicaments et les acheminer en Iran. Une usine de médicaments contre le cancer a été bombardée il y a deux jours, et la pénurie de médicaments et de traitements n'est pas nouvelle en Iran. En 2019, acheter une dose de chimiothérapie pour un mois coûtait l'équivalent d'un mois et demi de salaire. Aujourd'hui, il est quasiment impossible pour les personnes peu fortunées, et elles sont nombreuses en Iran, de se soigner.

Enfin, nous pourrions apporter un soutien technique pour permettre l'accès à internet. Je sais que des Iraniens de la diaspora parviennent à partager leur connexion avec quelques Iraniens sur place *via* des boîtiers Starlink, même si en posséder un est particulièrement risqué en Iran. Aider les Iraniens à se connecter leur permettrait d'accéder aux informations et de rassurer leurs proches.

M. Farid Vahid. La France pourrait mettre à profit l'immense potentiel que représente la diaspora iranienne. Une grande partie de celle-ci, qui est composée de 6 à 8 millions de personnes, est très qualifiée. J'ai fait des études d'ingénieur en Iran, à l'université de Téhéran et, sur les 130 étudiants de ma promotion, 110 sont partis dans de grandes universités américaines. De nombreux Iraniens vivent en France, au Royaume-Uni, en Allemagne. Cette diaspora, très dispersée, peine à s'organiser. En très grande majorité, elle souhaite un Iran libre, démocratique et laïque, en dépit de ses divergences quant aux moyens d'y parvenir.

Je pense que la France peut jouer un rôle majeur en créant une plateforme permettant aux Iraniens de se parler et de se structurer. Pourquoi ne pas créer un Institut du monde iranien, sur le modèle de l'Institut du monde arabe, et y organiser, dans un cadre culturel, des conférences politiques pour accueillir des discussions entre Iraniens nous permettant, à nous aussi, de mieux comprendre ce pays ? J'ai toujours rêvé d'un congrès pour un Iran libre à Fontainebleau... Je sais que le Quai d'Orsay réfléchit à ce genre de projet. N'oublions pas que la révolution iranienne de 1979 n'aurait jamais eu lieu si les étudiants iraniens, si l'ayatollah Khomeini et ses conseillers n'avaient pas joui d'une liberté d'action en France, aux États-Unis et ailleurs.

J'en viens ensuite au droit international, qui a été évoqué dans plusieurs interventions. Il faut se rendre à l'évidence : le pays qui nous entraîne dans cette situation en s'affranchissant du droit international est aussi la plus grande puissance du monde.

L'attachement de l'Europe au droit international est louable, mais il réclame une cohérence qui n'est pas toujours vérifiée. Ainsi, les prises de position espagnoles et allemandes sur le conflit en cours sont sensiblement divergentes. Il appartient à l'Union européenne d'établir une vision claire de ses objectifs, et des moyens qu'elle se donne pour les atteindre.

Concernant le détroit d'Ormuz, je pense comme madame Wermenbol qu'il n'existe pas de solution purement militaire. La géographie, en un sens, l'interdit. Si les Américains tentent d'annexer une ou des îles, ou pénètrent sur le territoire iranien, le prix du baril de pétrole grimpera jusqu'à 150 voire 200 dollars, ce qui ne fera qu'aggraver la situation. À cet égard, je fonde peu d'espoir dans une résolution onusienne. Je crois que seuls deux cas de figure permettront la réouverture du détroit : ou bien une capitulation totale de la République islamique, ou bien une négociation entre Washington et Téhéran. Je ne crois pas à la première hypothèse à court terme – d'ailleurs je ne suis pas certain que les Américains l'envisagent à cet instant. Quant à la seconde, elle pourrait advenir avec une médiation d'autres pays, qui pourraient être le Pakistan, la Chine, l'Égypte, la Turquie ou, pourquoi pas, de l'Europe.

M. Alain David, président. Je note que, cette nuit, Donald Trump a déclaré que le problème du détroit d'Ormuz relevait finalement de la responsabilité de la France et de l'Europe.

Mme Mariam Pirzadeh. Il a d'ailleurs ajouté qu'il envisageait de quitter l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

M. Jean-Louis Roumégas (EcoS). Les événements au Moyen-Orient sont une tragédie dont les victimes sont toujours les civils, dans plusieurs pays et notamment en Iran. Au-delà de la dimension idéologique et stratégique commentée en boucle sur les chaînes d'information, cette guerre apparaît de plus en plus comme une guerre de prédation. Après le Venezuela, M. Trump souhaite s'emparer du pétrole iranien et contrôler celui du Moyen-Orient. Dans le même temps, au Sud du Liban, Israël s'emploie à détruire méthodiquement une zone qu'il veut annexer. Des villages entiers sont rasés, rendus volontairement inhabitables par la contamination des terres au phosphore blanc et au glyphosate. Dans les deux cas, il est évident que la guerre n'amènera ni la liberté ni la stabilité.

Les Européens ne cessent d'affirmer que cette guerre n'est pas la leur. Mais seule l'Espagne a le courage d'assumer ses positions en fermant ses bases et son espace aérien aux avions américains. L'Europe, elle, s'est transformée en véritable porte-avions des États-Unis. Les bombardiers, les avions-cargos et les drones américains décollent à la chaîne depuis Ramstein en Allemagne, Fairford au Royaume-Uni, et Sigonella en Sicile. Des avions ravitailleurs ont également pu atterrir en France, à Istres.

En outre, l'Europe est aussi, indirectement, actionnaire du conflit : depuis 2023, les pays européens achètent massivement des armes à Israël, et représentent aujourd'hui 50 % des exportations d'armes israéliennes. Ma question est donc la suivante : quel rôle jouent réellement les Européens dans ce conflit ? Quels leviers pourrait-on actionner pour mettre fin à ce désastre ?

M. Farid Vahid. Je serais un peu moins dur que vous, monsieur Roumégas, sur le rôle des Européens. Je ne crois pas que l'Europe serve de porte-avions pour l'armée américaine. Au contraire, le Royaume-Uni et la France ne suivent pas les Américains dans leur aventure militaire, ce qui agace prodigieusement Donald Trump. Les États-Unis restent

notre allié, et la République islamique d'Iran notre adversaire, voire notre ennemi. N'oublions pas que ce régime a sur les mains le sang de 58 parachutistes français.

Que les Européens fassent preuve de retenue sur le plan militaire me semble judicieux, compte tenu de la complexité de la situation. S'aventurer dans une guerre ou prendre des positions radicales me semble particulièrement risqué. À cet égard, la position française me paraît lucide et très cohérente. Elle soutient ses alliés, puisque de nombreux Rafale sont engagés pour la défense de ses partenaires dans le sud du golfe Persique. La France aura sans doute un rôle militaire à jouer dans la sécurisation du transport maritime dans la région, pour la sécurité énergétique.

Mme Carole Guillerm (Dem). Depuis le déclenchement de l'opération américano-israélienne contre l'Iran, le Moyen-Orient connaît un basculement stratégique majeur et une extension progressive du conflit, du golfe Persique au Liban et au Yémen, du détroit d'Ormuz au détroit de Bab-el-Mandeb. La guerre monte en intensité, avec l'emploi de moyens toujours plus lourds et des cibles civiles désormais visées délibérément, ce qui constitue un tournant particulièrement préoccupant.

Dans le même temps, la communication erratique du président Trump contribue à brouiller la lisibilité stratégique de l'engagement américain. Les développements récents révèlent une tension croissante entre logique militaire et logique diplomatique. Les États-Unis semblent désormais explorer les contours d'une sortie négociée autour d'un plan de paix que nous souhaitons.

Israël, quant à lui, privilégie la poursuite et l'intensification de la pression militaire, dans une logique de contraintes directes sur les capacités du régime iranien. Celui-ci opte pour une stratégie d'attrition et d'enlèvement, visant à épuiser les capacités adverses et à faire du temps long un levier stratégique en transformant la durée du conflit en avantage.

Dans ce contexte, peut-on encore considérer que l'alliance américano-israélienne demeure pleinement maîtresse du cours des événements ? Assistons-nous à un renversement progressif du rapport de force, dans lequel l'Iran, par sa capacité de nuisance, parvient à se repositionner comme une puissance régionale plus influente qu'auparavant ? Comment la communauté internationale, notamment les Européens et les puissances asiatiques, peut-elle encore peser sur le cours du conflit, sans pour autant s'engager dans une logique d'escalade militaire ?

M. Farid Vahid. Je pense en effet que les Américains ont sous-estimé leur adversaire. Ils étaient convaincus que le régime iranien allait s'effondrer à la faveur d'une campagne de bombardement très intense et de l'élimination du guide suprême et des commandants des gardiens de la révolution. À tout le moins, ils pensaient que les dirigeants qui succéderaient à ceux qu'ils avaient tués voudraient négocier. Je pense, en somme, que dans l'ivresse de leur toute-puissance ils croyaient qu'ils seraient en mesure de reproduire le scénario vénézuélien. Mais la fermeture du détroit d'Ormuz donne, au contraire, le sentiment que les Iraniens ont repris le contrôle de la situation.

Cependant, cette dernière affirmation mérite d'être nuancée. Les conséquences des bombardements intenses sur des infrastructures civiles et militaires à Téhéran, Ispahan ou Shiraz, seront à moyen et long terme bien plus terribles pour l'Iran que pour les États-Unis, Israël et l'Europe. Si la guerre devait s'arrêter demain, les prix du pétrole retrouveraient leur

niveau antérieur en deux semaines. Aussi, ne tombons pas dans ce piège qui consisterait à dire que l'Iran est en passe de gagner cette guerre.

Le piège, dans lequel Trump est lui-même tombé, est celui des opinions publiques. Dans la perspective des élections de mi-mandat, Trump doit faire face à l'opinion publique américaine. Et si l'Iran semble avoir repris l'initiative, c'est précisément parce qu'il n'est pas une démocratie, et que ses dirigeants, bien entendu, se fichent complètement de l'opinion publique iranienne, comme ils se fichent des conditions de vie des Iraniens.

Nous sommes entrés dans une guerre de résilience. Le régime iranien sait parfaitement que ses capacités militaires et technologiques sont sans commune mesure avec celles des Américains et des Israéliens, mais la plupart de ses responsables ont passé leur jeunesse à faire la guerre contre l'Irak, qui a causé des centaines de milliers de morts. Aussi, ils se considèrent davantage résilients, c'est-à-dire qu'ils peuvent tout à fait assumer la mort de milliers d'Iraniens : si ce sont des partisans du régime, ils feront office de martyrs, et si ce sont des opposants, leur mort n'aura aucune importance. Pour l'armée américaine, compter dix, quinze ou cent morts signifierait une défaite et un échec du parti républicain aux élections de mi-mandat. En France, un litre d'essence qui reste trop longtemps à 2 euros constitue un risque sur le plan social et politique.

Le régime iranien a parfaitement compris l'état de nos opinions publiques et sait qu'il est notre faiblesse. Il s'est donc engagé dans une guerre de résilience. Il est indispensable de le comprendre, sans quoi, effectivement, l'Iran risque de sortir vainqueur du conflit.

M. Bertrand Bouyx (HOR). Plusieurs informations concordantes évoquent ces derniers jours une possible montée en puissance de l'engagement américain autour de l'Iran, avec des troupes au sol, et des scénarios d'interventions terrestres ciblées, en particulier sur des infrastructures stratégiques telles que l'île de Kharg. On évoque également la recherche d'un stock de 400 kg d'uranium enrichi.

Ces signaux interrogent sur un possible changement de nature du conflit, qui passerait ainsi d'une logique de frappes et de dissuasion à une présence au sol avec tous les risques d'escalade que cela comporte. Une telle évolution pourrait avoir des conséquences majeures à l'échelle régionale : extension du conflit, réaction des alliés de l'Iran, déstabilisation accrue du Golfe, tensions sur les routes énergétiques. Quelle analyse faites-vous sur la crédibilité de ces scénarios d'intervention terrestre ? Quelles seraient les conséquences concrètes pour la France si un tel basculement venait à se confirmer ?

Enfin, il est bien peu question de la Chine dans ce conflit. Or la Chine importe 15 % de son pétrole d'Iran, et 90 % des exportations pétrolières iraniennes sont dirigées vers la Chine. Peut-on lire dans ce conflit une volonté américaine d'affaiblissement de l'approvisionnement pétrolier et, par conséquent, de la puissance chinoise ?

Mme Mariam Pirzadeh. Donald Trump a prévu de se rendre en Chine prochainement. Mais cette visite est sans cesse remise en question par Trump, qui menace de l'annuler. Si elle devait finalement avoir lieu, la rencontre entre Trump et Xi Jinping constituerait un événement majeur de l'année 2026.

Depuis 2019 et le retour des sanctions, la Chine profite d'un pétrole iranien à très bas prix. Elle a conclu ces dernières années des contrats mirobolants, tous à son avantage et au

détriment des Iraniens. Pour le moment, elle reste relativement en retrait. Mais jusqu'à quand ?

L'autre point d'interrogation concerne l'Arabie saoudite. Elle aussi semble, pour l'instant, laisser faire, et se contenter de menacer de prendre part au conflit. Le royaume saoudien a pourtant été touché par la guerre. N'oublions pas que, depuis février, les Iraniens ont tiré 70 % de leurs missiles vers le golfe Persique, et 30 % vers Israël. Leur objectif est de créer une guerre hybride, une guerre de nuisance, un environnement psychologique dans le monde entier, qui leur permettra de prendre l'ascendant et de déclarer cette guerre gagnée.

Au regard de ses pertes, le régime iranien donne l'impression de ne pas être ébranlé. Néanmoins, la quasi-absence de journalistes sur place nous empêche d'appréhender la situation réelle sur le terrain. Seules deux équipes de journalistes étrangers ont pu se rendre en Iran, une équipe de Cable News Network (CNN) et une équipe de Sky News. Il importe de bien mesurer l'asymétrie d'information qu'entraîne cette situation, et la différence entre la réalité de la guerre et la perception que l'on en a. Lorsqu'un missile tombe en Israël, le téléspectateur français se trouve aussitôt transporté, en direct, devant l'immeuble qui vient d'être frappé. En Iran, l'opacité est totale, aggravée par la coupure d'internet.

Il ne faut pas en conclure que le régime s'en trouve renforcé. Je pense qu'il est affaibli, mais il tient encore debout. Tant que nous n'aurons pas la possibilité de nous rendre sur place, il sera difficile d'évaluer les dégâts de la guerre et l'état de santé du régime.

Mme Grace Wermenbol. Comme cela vient d'être mentionné, le pétrole iranien représente une part importante des importations chinoises. La Chine importe 40 % de son pétrole du golfe Persique et 10 % d'Iran. Elle compte pour 80 % dans les exportations pétrolières iraniennes. Toutefois, il convient de souligner que la Chine était relativement bien préparée à cette guerre. Au cours des mois précédant le conflit, notamment à partir de juin 2025, les exportations de pétrole iranien vers la Chine ont sensiblement augmenté, si bien que celle-ci dispose de réserves pour plusieurs mois. À court terme, elle devrait donc être en mesure de faire face aux difficultés d'approvisionnement.

La véritable question est celle de l'engagement de la Chine au Moyen-Orient : va-t-elle accroître sa présence sécuritaire dans la région, afin de protéger ses intérêts économiques ? À court terme, je ne le pense pas, pour trois raisons. Premièrement, la politique étrangère chinoise et ses intérêts nationaux restent en priorité orientés vers l'espace indopacifique. Deuxièmement, la Chine a construit une rhétorique qui la distingue des États-Unis : elle se présente comme non interventionniste, et refuse toute implication militaire directe. Cette posture rhétorique, élaborée dans le contexte du conflit à Gaza, est particulièrement efficace dans le Sud global. Récemment, un contact chinois me disait que, dans le discours officiel chinois, les actions de représailles de l'Iran aux attaques américaines et israéliennes sont perçues comme compréhensibles, puisque l'Iran traverse une crise existentielle. Troisièmement, la stratégie d'ambiguïté de la Chine a jusqu'à présent servi ses intérêts. On l'a bien vu lors de l'opération *Gardien de la prospérité*, à laquelle elle a refusé de participer.

En ce qui concerne le risque d'escalade et ses conséquences potentielles, j'émetts de sérieux doutes sur la faisabilité d'une opération visant à sécuriser le matériel nucléaire iranien. Ce matériel étant enfoui sous terre, une telle intervention nécessiterait plusieurs jours d'engagement, se heurterait à une forte résistance iranienne et entraînerait une augmentation

significative des pertes américaines. Cette perspective constitue une préoccupation majeure pour la Maison Blanche et pour l'opinion publique.

M. Laurent Mazaury (LIOT). Depuis le soulèvement Femme, vie, liberté en 2022, le peuple iranien, vous nous l'avez rappelé, ne se contente plus de résister. Il revendique son droit à l'autodétermination face à une théocratie dont la barbarie n'a d'égal que sa lente, trop lente agonie politique. Pendant trop longtemps, la communauté internationale s'est enlisée dans une impasse stratégique oscillant entre deux faillites : l'indifférence coupable qui abandonne les démocrates iraniens à leur sort, et l'interventionnisme de spectacle illustré par l'administration Trump, une diplomatie d'apprenti sorcier, faite de vociférations et de menaces erratiques, qui n'a abouti qu'à asphyxier, en fin de compte, la société civile, tout en offrant au régime les outils de sa propre victimisation.

Votre documentaire, madame Pirzadeh, est sans appel : la répression n'est plus seulement politique, elle est en fait devenue anthropologique. Depuis le 28 février, et au-delà des bombardements ciblés américains et israéliens, l'Iran est plongé dans une terreur méthodique. On assassine les médecins qui soignent les blessés, on profane les dépouilles, on déshumanise les corps. Le temps des simples constats est révolu. Celui de la responsabilité politique commence.

La France et l'Europe ne peuvent plus se réfugier derrière des déclarations d'intentions sans lendemain. Elles se trouvent face à un défi de méthode. Comment agir sans reproduire les erreurs toxiques du passé ? Au-delà des sanctions symboliques, quels leviers diplomatique et économique préconisez-vous d'actionner pour affaiblir réellement l'appareil répressif sans isoler davantage la population ? Comment soutenir l'aspiration à la liberté du peuple iranien sans tomber dans le piège de l'ingérence tutélaire qui consisterait à décider à sa place ? Il ne s'agit plus de savoir si nous soutenons le peuple iranien, mais comment nous cessons d'être les spectateurs impuissants de son martyr. Devons-nous agir comme les Alliés l'ont fait en France durant la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire en armant et en formant la résistance iranienne pour lui permettre ensuite, peut-être beaucoup plus tard, de se libérer ?

Enfin, j'aimerais faire deux messages. D'une part, nous n'oublions pas les autres conflits en cours, en Ukraine, au Liban, à Gaza – la liste, malheureusement, est trop longue. D'autre part, je voudrais rappeler au président Trump, qui semble surpris que nous n'intervenions pas dans le détroit d'Ormuz, qu'il a fallu à nos amis américains que survienne l'attaque sur Pearl Harbor le 7 décembre 1941 pour qu'ils viennent au secours de l'Europe, après avoir longtemps tergiversé quant à la partie qu'ils allaient soutenir.

M. Farid Vahid. Sur la question des sanctions diplomatiques et économiques, je ne connais pas de solution miracle. Il convient de rappeler que l'Iran est déjà lourdement sanctionné, beaucoup plus que la Russie, et que le poids des sanctions est accentué en raison du placement des gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes. Du fait de l'extraterritorialité du droit américain, l'Iran se trouve aujourd'hui au ban de l'économie mondiale – les Iraniens, par exemple, ne sont pas autorisés à effectuer un virement sur un compte en banque français. En revanche, les Iraniens continuent à vendre leur pétrole aux Chinois, ce qui permet aux premiers de réussir, tant bien que mal, à survivre économiquement, et aux seconds de bénéficier d'un pétrole bon marché. Le détroit d'Ormuz est fermé pour nous, Européens, mais ouvert pour les Chinois et les Iraniens.

Dans ces conditions, je ne vois pas comment nous pourrions exercer une pression diplomatique sur la Chine. En revanche, nous pourrions envisager une coalition maritime,

incluant la marine française, pour empêcher le filtrage à l'entrée du détroit d'Ormuz. Soit celui-ci est ouvert pour tout le monde, soit il est fermé pour tout le monde, et alors il faut empêcher la flotte fantôme iranienne, qui est tout aussi sophistiquée que la flotte fantôme russe, de se rendre en Chine.

Mme Mariam Pirzadeh. La question d'une résistance armée en Iran se pose, naturellement. Il a d'ailleurs été envisagé d'armer les Kurdes iraniens qui, pour beaucoup, sont déjà entrés en résistance dans le Kurdistan irakien et attendent de pouvoir retourner en Iran pour y renverser le régime.

Cependant, il convient de se prémunir contre un risque de guerre civile, qui n'est pas négligeable. Le régime, depuis 1979, ne cesse de jouer sur la menace sur l'intégrité territoriale que feraient peser les Kurdes et les Baloutches, et il est vrai que le cœur battant des derniers mouvements de contestation se trouvait au Kurdistan iranien et au Sistan-Baloutchistan. Reste la question pratique : comment faire entrer des armes en Iran.

La France et l'Europe sont réduites à un rôle de spectatrices. Le régime iranien sait pertinemment que l'Europe ne fait plus le poids face à la Chine et aux États-Unis. D'ailleurs, la première réaction française, le 28 février, a été révélatrice, puisque le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a simplement reconnu que la France n'avait pas été prévenue du déclenchement. Cela montre bien que l'Europe est totalement hors du jeu, et je ne suis pas du tout certaine qu'elle soit capable d'y revenir et d'exercer une quelconque influence.

M. Alain David, président. Nous en venons à présent aux questions et interventions exprimées à titre individuel.

Mme Christine Engrand (NI). J'aimerais savoir ce que les intervenants pensent du rôle que joue Reza Pahlavi, le fils du chah, au sein de la diaspora iranienne.

M. Kévin Pfeffer (RN). Le Liban se trouve au cœur d'une crise humanitaire, militaire et politique : un millier de morts, un million de déplacés, des bombardements israéliens élargis à l'ensemble du Sud et un affaiblissement des institutions politiques illustré par le report des élections législatives à 2028. L'incursion terrestre israélienne au sud de Liban est un facteur supplémentaire d'escalade qui met en péril les casques bleus et qui a mis en danger des militaires français. En mars, le gouvernement libanais a franchi une étape importante, bien que symbolique, en déclarant illégal la branche armée du Hezbollah. Il a également pris la décision d'expulser l'ambassadeur iranien, qui se refuse à partir. Ce même gouvernement libanais a proposé un plan de négociation à Israël, une proposition qui restera probablement sans réponse jusqu'aux élections législatives israéliennes d'octobre 2026.

Quel est votre regard sur ce double mouvement de l'État libanais, à la fois de réaffirmation de sa souveraineté vis-à-vis du Hezbollah, et de normalisation de ses relations avec Israël ? Que pensez de son positionnement en tant que seul acteur institutionnel libanais légitime, alors que le Hezbollah semble regagner en légitimité dans une logique de résistance ?

Concernant l'Iran, pensez-vous que Trump tentera une opération des forces spéciales, avec un soutien limité des troupes conventionnelles, vers Bandar Abbas ? Cette option aurait pour avantage d'atténuer les conséquences de la guerre pour ses partenaires, voire de passer le flambeau aux Européens pour une sorte d'opération *Atalante-Aspides*, et

mettre ainsi fin à l'action militaire américaine sans acter une défaite avant les élections de mi-mandat. Dans ce cas, quelle serait selon vous la réaction iranienne ?

M. Jorys Bovet (RN). Je souhaite évoquer le croissant chiite, contrôlé par Téhéran depuis des années et qui lui permet d'exercer son influence jusqu'aux rives méditerranéennes du Liban, pays qui traverse, cela vient d'être dit, une crise existentielle. Depuis plusieurs décennies, l'axe chiite reposait sur un réseau d'acteurs étatiques et miliciens, permettant à l'Iran de piloter directement depuis Téhéran de nombreuses régions de la zone et d'exercer ainsi une influence régionale officiellement indirecte. Lors de la guerre contre Daech et sous l'égide du général Soleimani, l'Iran avait même réussi à structurer et sécuriser cet espace stratégique. Aujourd'hui, le Hezbollah, financé et armé par l'Iran, agit-il encore dans le cadre d'une chaîne de commandement structurée par le régime iranien ? Peut-on encore parler d'un véritable axe stratégique piloté depuis Téhéran, ou bien assiste-t-on plutôt à une fragmentation progressive, avec des acteurs qui deviennent plus difficilement contrôlables par le centre iranien ?

Mme Charlotte Parmentier-Lecocq (HOR). Le président Trump vient d'annoncer qu'il envisageait un départ de son armée d'ici deux à trois semaines. Comment analysez-vous cette annonce, et les conséquences d'un retrait américain, à la fois sur le plan géopolitique, notamment pour l'Europe, et sur le plan intérieur, du point de vue du peuple iranien ? Des impacts positifs sont-ils à attendre à ces deux échelles ?

M. Farid Vahid. Il serait malhonnête de nier qu'une dynamique prend forme autour de Reza Pahlavi. Il y a cinq ou dix ans, si quelqu'un nous avait dit que l'on entendrait des slogans pro-Pahlavi à l'université de Téhéran, et que l'on y verrait flotter le drapeau impérial de l'Iran, on l'aurait certainement pris pour un fou. Cela ne signifie pas que les Iraniens, dans leur majorité, sont devenus royalistes et favorables au retour d'une monarchie absolutiste en Iran. Cependant, la sauvagerie de la République islamique a créé une nostalgie de la période antérieure à 1979 – et n'oublions surtout pas que 60 % des Iraniens ont moins de 40 ans.

Il est toutefois impossible de quantifier la dynamique en faveur de Reza Pahlavi, puisque, bien entendu, il n'existe pas d'enquêtes d'opinion ou de sondages sur ce sujet en Iran. Reza Pahlavi jouit d'une liberté d'initiative et d'une visibilité que les opposants à l'intérieur de l'Iran n'ont pas, puisqu'ils sont emprisonnés et que le régime ne laisse place à aucune forme d'opposition. S'il est en mesure de faciliter une transition démocratique en Iran, tant mieux. Mais il y aurait beaucoup à dire sur ses partisans, et sur les perspectives d'élargissement de sa base.

Je crois qu'il ne faut pas prendre à la lettre les propos de Trump sur un retrait américain d'ici deux ou trois semaines, puisqu'il s'adresse surtout aux marchés financiers. Souvent, il formule des menaces le vendredi soir, après la fermeture des marchés, et revient en arrière le lundi matin, au moment de leur réouverture. En ce sens, il est très habile : ses prises de paroles ont un effet immédiat sur le prix du pétrole. Cette guerre psychologique est aussi une forme d'ambiguïté stratégique.

S'ils se retirent maintenant, dans la précipitation, alors les Américains perdront la guerre, puisqu'à cet instant le régime est toujours en place, et qu'il a l'initiative sur le golfe Persique, le détroit d'Ormuz et l'économie mondiale. En outre, un départ américain ne serait pas sans conséquences sur les alliances sécuritaires avec les pays du Sud du golfe Persique, qui avaient fait confiance aux États-Unis pour leur sécurité. Ce serait un coup très sévère porté à leur crédibilité dans la région et partout dans le monde. Dès lors, puisqu'ils ne peuvent

pas se permettre un retrait à la hâte, ils prendront certainement une initiative militaire. Mais une telle initiative aura un coût politique pour Donald Trump, à savoir une défaite aux élections de mi-mandat. Pris dans ce dilemme, les Américains, aujourd'hui, se trouvent dans une situation particulièrement compliquée.

L'axe de la résistance iranien est en grande partie affaibli depuis que les Israéliens, après le 7 octobre, ont décidé d'en finir avec lui. La chute de Bachar al-Assad a causé une perte terrible pour la République islamique, la privant d'un accès direct terrestre à la Méditerranée et au Liban. Ils ne sont plus capables d'armer le Hezbollah comme auparavant. Les autres milices n'entretiennent pas toutes les mêmes liens avec Téhéran. Les Houthis au Yémen, par exemple, sont nettement plus autonomes et indépendants. Le Hezbollah, lui, est une création de Téhéran, partageant la même religion, la même idéologie, et des liens personnels très étroits – la fille du général Soleimani, par exemple, est mariée au fils d'un ancien commandant du Hezbollah.

En entrant en guerre contre Israël, le Hezbollah a montré qu'entre la République islamique et le Liban, il avait choisi son camp. Il a fourni à Israël le prétexte d'une annexion du Sud-Liban. Une telle annexion serait une issue terrible, et à mon sens stratégiquement incohérente à long terme pour les Israéliens, car cela nourrirait l'idée qu'une résistance est nécessaire. L'armée libanaise n'étant pas capable d'assurer l'intégrité territoriale du Liban, le Hezbollah pourrait sortir renforcé de cette situation. Il nous appartient donc, à nous Français, d'aider l'armée libanaise à sécuriser le pays et à désarmer le Hezbollah, non pas par des effets de communication, mais par une action réelle. Les Israéliens ne peuvent accepter que le Hezbollah reste armé au Liban, mais nous ne pouvons pas non plus accepter, pour des raisons historiques et culturelles, que le Sud-Liban soit annexé par Israël.

Mme Mariam Pirzadeh. Il faut souligner que l'État libanais semble décidé, comme jamais auparavant, à reprendre ses droits. Il n'a jamais été aussi loin dans sa volonté de mettre à mal la capacité militaire du Hezbollah. Par exemple, l'aéroport de Beyrouth, qui était tenu par le Hezbollah – de la même manière qu'à Téhéran les aéroports sont tenus par les gardiens de la révolution –, ne l'est plus.

La Une récente du quotidien francophone libanais *L'Orient-Le Jour* résume parfaitement la situation : « *Le Hezbollah suicide le Liban* ». Les Libanais en veulent autant au Hezbollah qu'aux Israéliens pour cette nouvelle guerre qu'ils subissent, et il est permis de se demander, dans ce contexte, si la base populaire du Hezbollah continuera à le soutenir. Le Liban compte 6 millions d'habitants et abrite plus de réfugiés que de Libanais. La situation est donc intenable : 1 million de personnes évacuées, cela équivaut, à l'échelle de la France, à 12 millions de citoyens. Si la scission entre le Nord et le Sud du Liban, le long du fleuve Litani, devait se pérenniser, une partie du territoire libanais serait amputée.

Mme Grace Wermenbol. Le conflit au Liban n'est pas à proprement parler un nouveau front ; en réalité, le cessez-le-feu de fin 2024 a fait l'objet de violations quasi quotidiennes de la part d'Israël. En outre, le retrait israélien du Liban, tel qu'il est prévu par la résolution 1701 des Nations unies, n'a jamais eu lieu. Selon les informations dont je dispose, le gouvernement libanais a tenté – et tente toujours – de désarmer le Hezbollah. Mais les Israéliens jugent que ce processus n'est pas suffisamment rapide, ce qui a conduit à la reprise des opérations militaires.

Par ailleurs, il est important de noter que l'opposition israélienne ne conteste pas les multiples objectifs militaires du gouvernement, qui se sont traduits par l'ouverture de

plusieurs fronts. En revanche, elle estime que les menaces n'ont pas diminué, et c'est sur ce point qu'elle critique Benjamin Netanyahu. Ce dernier, confronté à la responsabilité politique de la défaillance sécuritaire du 7 octobre, cherche à redéfinir l'équilibre régional afin de démontrer qu'il a renforcé la sécurité d'Israël. Force est de constater que cet objectif n'a pas été atteint.

Concernant l'axe de la résistance, il convient de rappeler qu'avant 2023, les différents acteurs – qu'il s'agisse de proxys ou de partenaires de l'Iran – contribuaient à fournir à l'Iran une profondeur stratégique. L'affaiblissement progressif du Hezbollah au Liban, le cessez-le-feu avec les Houthis, et la chute de Bachar al-Assad en Syrie ont facilité la confrontation directe commencée le 28 février.

Enfin, je rappelle que Donald Trump avait initialement annoncé une durée de guerre de quatre à six semaines. Nous sommes actuellement dans la cinquième semaine. Aussi, et compte tenu des pressions économiques et politiques qu'il subit, je le crois crédible lorsqu'il évoque une fin prochaine du conflit. Certains hauts responsables, à l'image de Marco Rubio, laissent entendre qu'une dégradation militaire significative de l'Iran pourrait suffire à justifier une sortie du conflit. Donald Trump ne croit pas à une chute du régime iranien, il s'agit plutôt d'un discours destiné à l'opinion publique américaine, visant à lui présenter la situation comme un succès.

M. Alain David, président. Nous arrivons au terme de cette table ronde. Je tiens à remercier vivement nos trois intervenants pour leurs éclairages précieux, qui ne manqueront pas d'enrichir les travaux de notre commission.

La séance est levée à 13 h 30

Informations relatives à la commission

En clôture de sa réunion, la commission désigne :

- **Mme Constance LE GRIP** rapporteure pour avis sur le projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense (*sous réserve de son dépôt*).

Membres présents ou excusés

Présents. - M. Pieyre-Alexandre Anglade, Mme Clémentine Autain, M. Michel Barnier, M. Bertrand Bouyx, M. Jorys Bovet, M. Jean-Victor Castor, Mme Sophia Chikirou, Mme Christelle D'Intorni, M. Alain David, Mme Sandra Delannoy, M. Nicolas Dragon, Mme Christine Engrand, Mme Alix Fruchon, Mme Pascale Got, Mme Carole Guillerm, M. Stéphane Hablot, M. Michel Herbillon, M. Arnaud Le Gall, Mme Constance Le Grip, M. Laurent Mazaury, Mme Nathalie Oziol, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Frédéric Petit, M. Kévin Pfeffer, M. Pierre Pribetich, M. Stéphane Rambaud, Mme Laurence Robert-Dehault, M. Xavier Roseren, M. Jean-Louis Roumégas, Mme Liliana Tanguy, Mme Dominique Voynet, M. Lionel Vuibert

Excusés. - Mme Nadège Abomangoli, M. Pierre-Yves Cadalen, M. Sébastien Chenu, M. Olivier Faure, M. Marc Fesneau, M. Bruno Fuchs, M. Perceval Gaillard, Mme Clémence Guetté, M. Michel Guiniot, Mme Marine Hamelet, Mme Sylvie Josserand, Mme Brigitte Klinkert, Mme Amélia Lakrafi, Mme Marine Le Pen, M. Christophe Naegelen, Mme Astrid Panosyan-Bouvet, Mme Mathilde Panot, M. Davy Rimane, Mme Sabrina Sebaihi, Mme Michèle Tabarot, M. Laurent Wauquiez, M. Christopher Weissberg, Mme Estelle Youssouffa